

— Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE, *Amendement de M. Herriot au second alinéa* [28 août 1946] (p. 3365). — S'excuse de son absence [8 août 1946] (p. 3039). — Obtient un congé (*ibid.*).

GILLOT (M. Roger), Député du département de la Nièvre.

Son élection est validée [20 septembre 1946] (A., p. 3882). — Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production [25 septembre 1946] (p. 4031).

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : TRAVAUX PUBLICS, Chap. 64 : *Reconstruction des ouvrages dans la Nièvre* [3 octobre 1946] (A., p. 4514).

GINOLLIN (Mme Denise), Député du département de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommée membre : de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555) ; de la Commission du ravitaillement (*ibid.*). — Est désignée comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

Dépôts :

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à la suppression des mandataires et commissionnaires des Halles et à la mise en régie autonome des Halles centrales de Paris, n° 168. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone autour de Paris et à prendre les mesures nécessaires afin de revenir au droit commun pour l'expropriation et l'indemnisation des zoniers, et afin d'aménager la zone, n° 177. — Le 29 août 1946, un rapport au nom de la

Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de compléter l'article 28 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, concernant les bénéficiaires de droit de priorité en matière de logement, n° 606. — Le 29 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser et régler le marché de la viande par la suppression des intermédiaires inutiles, n° 611. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves, ascendants et descendants d'internés morts dans les camps ou des suites de leur détention le bénéfice des avantages accordés par l'ordonnance du 3 mars 1945, n° 612. — Le 12 septembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques, qui n'ont pas perçu pendant la période de leur déportation, leur traitement ou salaire, un pécule de 1.000 francs par mois de captivité, n° 769. — Le 26 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux veuves, ascendants et descendants d'internés morts dans les camps ou des suites de leur détention le bénéfice des avantages accordés par l'ordonnance du 3 mars 1945, n° 1065. — Le 3 octobre 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de loi de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux déportés politiques, qui n'ont pas perçu pendant la période de leur déportation, leur traitement ou salaire, un pécule de 1.000 francs par mois de captivité, n° 1199.

Interventions :

Participe à la discussion d'une interpellation de M. André, sur la politique de M. le Ministre du Ravitaillement [2 août 1946] (A., p. 2926).

GINSBURGER (M. Roger), Voy. Villon (M. Pierre).